

Ecole Nationale Supérieure d'architecture
Paris-Est

ENSAPE-MAPA 2025-03-ProgExt

DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES (DCE)

Cahier des Clauses administratives Particulières (CCAP)

**Mission de programmation dans le
cadre du projet d'extension du
bâtiment de l'Ensa Paris-Est -
Université Gustave Eiffel**

a mis en forme : Centré

Décembre 2025

SOMMAIRE

a mis en forme : Centré

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ, DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS ET DUREE	3	Code de champ modifié
ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ	4	Code de champ modifié
ARTICLE 3 – INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION	5	Code de champ modifié
ARTICLE 4 – DÉMARRAGE DE LA MISSION	6	Code de champ modifié
ARTICLE 5 : OBJET ET ÉTENDUE DES PRESTATIONS	7	Code de champ modifié
ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	8	Code de champ modifié
ARTICLE 7 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ	10	Code de champ modifié
ARTICLE 8 – RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE	11	Code de champ modifié
ARTICLE 9 – REGLEMENT DES COMPTES	14	Code de champ modifié
ARTICLE 10 – CONNAISSANCES ANTERIEURES / DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE	14	Code de champ modifié
ARTICLE 11 – ASSURANCES	15	Code de champ modifié
ARTICLE 12 – MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS	15	Code de champ modifié
ARTICLE 13 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	15	Code de champ modifié
ARTICLE 14 – DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION	15	Code de champ modifié
ARTICLE 15 – DÉROGATIONS AU CCAG-PI	17	Code de champ modifié
Annexe 1	18	Code de champ modifié

ARTICLE 1 – OBJET DU MARCHÉ, DÉSIGNATION DES CONTRACTANTS ET DUREE

Le présent marché public est un **marché de prestations intellectuelles** conclu au titre de l'article L.1111-1 du code de la commande publique. Il a pour objet une **mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) de type programmiste**, telle que définie à l'article 5 du présent CCAP et dans le cadre du CCTP.

La procédure utilisée pour la passation de ce marché public de services est un marché à procédure adaptée (MAPA) soumis aux dispositions des articles L. 2123-1 et R. 2123-1, R. 2123-4 à R. 2123-6 du Code de la commande publique.

Le présent marché n'est pas alloti. Conformément aux articles L. 2113-10 et L. 2113-11 du Code de la commande publique, ce marché est un marché global, aucune prestation distincte ne peut être identifiée. Les prestations distinctes s'entendent comme des prestations de natures différentes et répondant à des besoins dissociables. Ce n'est pas le cas dans le présent marché.

Conformément à l'article R. 2122-2 du Code de la commande publique, l'acheteur peut passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence préalables à la suite du présent marché.

Cette mission porte sur un projet relevant de la catégorie **optimisation / réhabilitation / extension** d'un ouvrage de bâtiment.

Le marché est conclu entre :

- **Le maître d'ouvrage** : la personne morale mentionnée à l'article 4 de l'acte d'engagement, dénommée « **maître d'ouvrage** » dans le présent CCAP ;
- **Le titulaire** : la personne physique ou morale désignée à l'article 2.1 de l'acte d'engagement, dénommée « **AMO programmiste** » dans le présent CCAP.

En application de l'article R.2182-4 du code de la commande publique, **le marché prend effet à compter de la date de notification au titulaire**, telle que constatée dans la plateforme de dématérialisation utilisée par le maître d'ouvrage.

Le présent marché est conclu à compter de sa notification pour toute la durée des prestations. La durée prévisionnelle de la tranche ferme est estimée entre quatre mois (4) et six mois (6) à compter de la notification. La durée prévisionnelle de la tranche optionnelle est estimée de un (1) à deux mois (2) après livraison du pré-programme.

Le présent marché est d'un montant maximum de 89 999,99 euros HT.

Le délai de validité des offres est fixé à cent-quatre-vingts (180) jours à compter de la date limite de réception des offres.

L'ENSA Paris-Est se réserve le droit de négocier les offres initiales ou non.

ARTICLE 2 – PIÈCES CONTRACTUELLES DU MARCHÉ

Conformément à l'article 4.1 du **CCAG-PI** relatif aux prestations intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles), les pièces constitutives du marché sont listées ci-dessous par ordre de priorité décroissant en cas de contradiction :

1. **L'acte d'engagement (AE)**, y compris son annexe financière ;
2. **Les éléments de la décomposition du prix global et forfaitaire** (DPGF);
3. **Le présent CCAP** (cahier des clauses administratives particulières) :
 - l'annexe relative aux pouvoirs du mandataire du groupement le cas échéant;
 - l'annexe relative à la protection des données personnelles ;
4. **Le CCTP** (cahier des clauses techniques particulières), y compris ses éventuelles annexes relatives à :
 - la répartition des missions,
 - les exigences environnementales ou de développement durable ;
5. **Le programme** de l'opération, incluant notamment l'enveloppe financière prévisionnelle affectée à l'étude des besoins et aux travaux prévisionnels selon les différentes variantes, ainsi que ses éventuelles annexes ;
6. **Le CCAG-PI** relatif aux prestations intellectuelles (Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de prestations intellectuelles), dans sa version en vigueur à la date de publication de l'avis de marché ;
7. **Les documents de la consultation** remis par le maître d'ouvrage (pièces écrites ou graphiques) ;
8. **Le mémoire technique du titulaire**, comprenant les éléments suivants :
 - méthodologie,
 - compréhension des besoins et du contexte,
 - livrables,
 - moyens mobilisés, avec une présentation de l'équipe et de ses compétences (CV du chef de projet, organigramme, moyens humains et matériels),
 - planning prévisionnel,
 - limites de prestations,
 - approche DDRS.
9. **Les actes spéciaux de sous-traitance** régulièrement notifiés, et leurs éventuelles modifications ;

Les stipulations du marché sont établies **conformément au cadre réglementaire suivant** :

- **Le code de la commande publique**, notamment :
 - **L.1111-1 à L.1111-4** (définition des marchés de services),
 - **R.2111-1 à R.2113-8** (définition des besoins et nature des prestations) ;
- **Le titre IX du livre Ier de la deuxième partie** du code de la commande publique, relatif à l'exécution des marchés ;

Commenté [LC1]: DPGF ?

Commenté [CG2R1]: oui

ARTICLE 3 – INTERVENANTS DANS L'OPÉRATION

Les coordonnées postales et électroniques du maître d'ouvrage et de l'AMO, nécessaires aux diverses notifications, sont celles renseignées dans l'acte d'engagement.

Article 3.1. – Représentant du maître d'ouvrage

La personne habilitée à signer le marché et à mettre en œuvre ses mesures d'exécution est Mathieu Delorme, assurant les fonctions de directeur de l'ENSA Paris-Est, maître d'œuvre.

Article 3.2 – Organisation contractuelle et représentation du titulaire

Représentation du titulaire

Conformément à l'article **3.3.1** du **CCAG-PI**, le titulaire désigne dès la notification du marché une ou plusieurs personnes physiques habilitées à le représenter auprès du maître d'ouvrage pour les besoins de l'exécution de la prestation intellectuelle. Le nom, la qualité et les coordonnées de ces personnes sont communiqués au maître d'ouvrage avant la réunion de lancement.

Cotraitance

En cas de cotraitance, la forme du groupement est précisée dans l'acte d'engagement. La répartition des tâches et responsabilités entre les membres du groupement est détaillée dans une annexe jointe au marché.

Mandataire du groupement

L'un des membres du groupement est désigné comme mandataire dans l'acte d'engagement. Il représente l'ensemble des membres vis-à-vis du maître d'ouvrage et coordonne les prestations intellectuelles réalisées. En cas de groupement conjoint, le mandataire est solidaire de chacun des membres pour les obligations contractuelles, conformément à l'article 3.5.2 du CCAG-PI. Les missions spécifiques du mandataire sont précisées dans le CCAP.

Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée dans les conditions fixées par l'article 3.6 du CCAG-PI. Toute demande d'acceptation d'un sous-traitant doit faire l'objet d'une déclaration préalable, accompagnée des éléments nécessaires à son agrément (nature des prestations, conditions de paiement, etc.).

Article 3.3 – Autres intervenants et coordination de la mission

Intervenants techniques

D'autres prestataires intellectuels ou techniques peuvent intervenir dans le cadre de l'opération (ex. : AMO, contrôleur technique, OPC, etc.). Le maître d'ouvrage communiquera au titulaire, dès leur désignation, les coordonnées et missions des autres intervenants.

Coordination et échanges

Lors de la réunion de lancement, le maître d'ouvrage transmettra la liste des intervenants tiers, leurs missions et les interlocuteurs dédiés. Le titulaire est autorisé à échanger directement avec lesdits intervenants pour assurer la bonne exécution de sa mission. Il informe sans délai le maître d'ouvrage de toute difficulté de coordination ou de tout incident impactant le bon déroulement de sa prestation.

Obligations de coopération

Le titulaire s'engage à coopérer avec l'ensemble des intervenants désignés par le maître d'ouvrage. Le maître d'ouvrage s'engage de son côté à faire respecter les obligations contractuelles desdits intervenants, notamment en matière de délais, afin de garantir le bon avancement des prestations du présent marché.

ARTICLE 4 – DÉMARRAGE DE LA MISSION

Article 4.1 – Pièces et renseignements à fournir par le maître d'ouvrage avant le début des études

Le maître d'ouvrage fournit au titulaire, avant le démarrage effectif de la mission, l'ensemble des éléments nécessaires à sa bonne exécution, parmi lesquels :

- les règles d'urbanisme applicables à l'opération, ainsi que toute information juridique utile à la compréhension du contexte réglementaire ;
- les études antérieures disponibles, y compris les observations ou réserves qui auraient pu leur être adressées ;
- pour les opérations de réhabilitation, les études de diagnostic déjà réalisées ;
- les données techniques existantes ou en cours de constitution, notamment :
 - les diagnostics réglementaires disponibles (amiante, plomb, pollution, etc.) ;
 - les règlements particuliers applicables à l'opération ;
 - les résultats d'analyses acoustiques du site, le cas échéant ;
- les éventuelles exigences du maître d'ouvrage concernant l'obtention de certifications ou labels ;
- toute information relative aux obligations de protection des données personnelles (RGPD, données sensibles...).

Le titulaire vérifie la complétude des éléments transmis. En cas de pièce manquante ou insuffisante, il lui appartient d'en faire la demande formelle au maître d'ouvrage dans les meilleurs délais.

Article 4.2 – Réunion de lancement

Une réunion de lancement est organisée à l'initiative du maître d'ouvrage, dans un délai maximum de **quinze (15) jours** suivant la date de notification du marché ou la date convenue pour le démarrage de la mission.

Cette réunion a notamment pour objet :

- d'identifier les interlocuteurs référents pour l'opération, côté maître d'ouvrage et titulaire ;
- de définir les modalités de transmission des documents et échanges dématérialisés ;
- d'organiser la collaboration avec les autres prestataires désignés par le maître d'ouvrage, le cas échéant ;
- de poser les bases de la gestion documentaire de la mission (formats, nomenclature, outils collaboratifs...) ;
- de compléter ou valider la base documentaire fournie au titulaire en application de l'article 4.1 ;
- de présenter les règles de facturation, le circuit de validation et de paiement des prestations, conformément à l'article **11 du CCAG-PI**.

Un compte rendu de cette réunion est établi par le titulaire et validé par le maître d'ouvrage, selon les modalités fixées dans le CCAP.

ARTICLE 5 : OBJET ET ÉTENDUE DES PRESTATIONS

Article 5.1 – Prestations de base

Le titulaire assure une mission intellectuelle en réalisant une étude de programmation afin de faire le choix d'une optimisation ou réhabilitation du bâtiment existant ou construction neuve (détaillés dans le présent CCTP) :

- Permettre l'augmentation progressive des capacités d'accueil.
- Maintenir un haut niveau de qualité pédagogique.
- Intégrer les fonctions nouvelles : halle de prototypage échelle Un, recherche, diffusion culturelle, formation continue.
- Renforcer les coopérations avec les partenaires territoriaux.
- Maintenir le label DDRS à toutes les étapes du projet.
- Anticiper les impacts humains, financiers et structurels de la croissance étudiante.

Le titulaire intégrera à sa mission une **analyse économique approfondie** de l'opération, en cohérence avec les dispositions du CCTP.

À ce titre, il est chargé :

- d'établir les **estimations financières** des différents scénarios de faisabilité (optimisation, réhabilitation, extension ou construction neuve), sur la base de ratios actualisés et de données de référence vérifiables ;
- d'évaluer les **coûts de fonctionnement et de maintenance** associés à chaque hypothèse ;
- de produire des **modélisations financières CAPEX/OPEX** intégrant les investissements, charges récurrentes et coûts de cycle de vie ;

- d'élaborer un **tableau comparatif multicritères** (coûts, impacts, avantages, contraintes) permettant au maître d'ouvrage d'orienter sa décision ;
- de formuler des recommandations budgétaires en vue de la préparation du plan de financement prévisionnel.

Le titulaire veillera à la **cohérence de ses estimations** avec l'enveloppe financière prévisionnelle fixée par le maître d'ouvrage, et alertera sans délai ce dernier en cas d'écart significatif constaté entre les hypothèses économiques initiales et les éléments d'analyse issus des études.

Le contenu précis, les livrables attendus, et les modalités d'exécution sont décrits au CCTP et s'inscrivent dans le cadre de l'article **6.1** du **CCAG-PI**.

Article 5.2 – Prestations hors périmètre du titulaire

Les **études de diagnostic techniques** ont déjà été réalisées préalablement à l'intervention du titulaire.

Le titulaire intègre dans sa démarche une prise en compte des éléments déjà établis, notamment pour assurer la continuité et la cohérence technique de l'opération.

Article 5.3 – Prestations complémentaires confiées au titulaire

Conformément à son obligation de conseil (article **7.2 du CCAG-PI**), le titulaire attire l'attention du maître d'ouvrage sur toute nécessité de mission complémentaire non confiée, dès lors que la cohérence ou la bonne fin de l'opération pourrait en dépendre.

Article 5.4 – Prestations similaires

En application de l'article **R. 2122-7 du Code de la commande publique**, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire, par un ou plusieurs marchés subséquents sans publicité ni mise en concurrence, des **prestations similaires** à celles décrites dans le présent marché, pour la même opération ou une opération de nature équivalente.

Ces prestations similaires devront être conformes au périmètre initial de la mission. La durée pendant laquelle ces marchés pourront être notifiés ne pourra excéder **trois (3) ans** à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 6 – MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

Article 6.1 – Documentation numérique et dématérialisation des échanges

Les candidats peuvent demander des renseignements complémentaires par courrier électronique en adressant leur demande par mail à l'adresse indiquée ci-dessous.

Une réponse commune sera faite aux candidats inscrits sur la plateforme.

Adresse et service à contacter pour la consultation : marchés publics - contact.marchespublics@paris-est.archi.fr

Article 6.2 – Démarche BIM et maquette numérique

L'opération ne fait pas l'objet d'une démarche BIM.

Article 6.3 – Communication entre les parties

Ordres de service du maître d'ouvrage.

Un ordre de service est requis notamment :

- pour marquer le début ou la prolongation d'un délai d'exécution d'une prestation ;
- en cas de suspension de l'exécution du marché ;
- en cas de modification des dispositions contractuelles ;
- pour engager une tranche optionnelle.

Les ordres de service sont transmis par tout moyen permettant de prouver la date de réception.

Observations du titulaire sur les ordres de service.

Par dérogation à l'article 3.8.2 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de 7 jours pour notifier des observations motivées. Il est tenu de respecter les ordres de service, sauf dans les cas suivants :

- si l'ordre est notifié plus de 6 mois après la notification du marché (cf. art. 3.7.3 du CCAG-PI) ;
- si l'ordre présente un risque juridique ou pour la sécurité et que le maître d'ouvrage ne répond pas dans les 15 jours (cf. art. 3.7.2) ;
- si le montant cumulé des prestations supplémentaires dépasse 10 % du montant HT du marché sans avenant (cf. art. 23 du CCAG-PI) ;
- si les prestations supplémentaires n'ont pas été valorisées (cf. art. 23 du CCAG-PI).

Article 6.4 – Informations réciproques

Informations données par le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage transmet au titulaire toutes informations utiles à l'exécution du marché, notamment celles reçues d'autorités administratives ou d'autres intervenants.

Informations données par le titulaire

Le titulaire transmet toutes les informations utiles dont il est destinataire au maître d'ouvrage.

Comptes rendus de réunion

Au début de chaque réunion, le titulaire convient de la personne de son équipe en charge du compte rendu. Celui-ci est transmis dans les 5 jours ouvrés. Les participants peuvent émettre des observations dans un délai de 7 jours.

Confidentialité

Les obligations de confidentialité du titulaire et du maître d'ouvrage sont celles prévues à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Article 6.5 – Présentation et vérification des prestations

Format des prestations

Les documents sont remis sous forme dématérialisée. En l'absence de format convenu, ils sont fournis sous formats lisibles sans logiciels propriétaires.

Point de départ des délais

Les délais de remise des études partent :

- soit de la date figurant sur l'ordre de service,
- soit de l'accusé de réception de l'ordre de début de phase.

Délais de vérification

Le maître d'ouvrage statue sur les documents dans les délais définis à l'art. 28 CCAG-PI.

Décisions de rejet, ajournement ou réfaction

Le maître d'ouvrage peut ajourner, réfracter ou rejeter les prestations dans les conditions des articles 29 du CCAG-PI.

Conséquences de l'admission

L'admission vaut accord du maître d'ouvrage sur les éventuelles évolutions du programme résultant des études.

Article 6.6 – Prolongation des délais

En application de l'article 13.3 du CCAG-PI, le titulaire peut demander une prolongation en cas de force majeure ou de faits non imputables à lui. La demande est faite dans un délai de 30 jours à compter de l'apparition des causes.

Le maître d'ouvrage notifie sa décision dans un délai de 15 jours. Passé ce délai, l'acceptation est réputée acquise.

ARTICLE 7 – MODIFICATIONS EN COURS D'EXECUTION DU MARCHÉ

Article 7.1 – Modifications de faible montant initiées par le maître d'ouvrage

Conformément à l'article R. 2194-8 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le programmiste AMO concluent un avenant notamment dans les cas suivants :

- en cas de modifications de programme décidées par le maître d'ouvrage après la fixation de la rémunération définitive de l'AMO Programmiste rendant nécessaire la reprise des études ou l'adaptation de sa mission en cours d'exécution des travaux ;
- si le maître d'ouvrage décide de confier de nouvelles missions complémentaires à l'AMO Programmiste ;
- si le maître d'ouvrage décide d'étendre la mission de l'AMO Programmiste au suivi des réserves formulées lors de la réception et non levées à l'issue de la garantie de parfait achèvement, à la condition que l'AMO Programmiste ait mis en œuvre tous les moyens mis à sa disposition par le CCAG-Travaux.

Selon les cas, la rémunération est :

- revue en proportion de l'évolution du coût prévisionnel (phase études) ou constaté (phase chantier) des travaux induits par les modifications qui s'imposent au maître d'ouvrage ;
- mise au point sur la base de l'évaluation par l'AMO Programmiste des temps de travail prévisionnels nécessaires à la réalisation des nouvelles prestations, sur la base des coûts journaliers définis dans l'annexe à l'acte d'engagement ;
- adaptée en combinant ces deux modalités.

En application des articles R. 2194-8 et R. 2194-9 du code de la commande publique, les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont cumulativement limitées à 10 % du montant du marché initial et restent inférieures aux seuils européens applicables aux marchés de services établis à l'annexe 2 du code de la commande publique dans la limite du montant du marché.

Commenté [LC3]: attention on est en capacité de rester dans cette enveloppe de 10 %

Article 7.2 – Modifications imposant un rendez-vous aux parties

Conformément aux articles R. 2194-2 et R. 2194-5 du code de la commande publique, le maître d'ouvrage et le programmiste AMO se rapprochent en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant pour prendre en compte les modifications du marché issues notamment :

- des aléas et sujétions techniques imprévues ;
- des modifications de phasage de l'opération ou des délais de réalisation des études, non imputables au programmiste AMO ;
- des circonstances extérieures aux parties rendant nécessaire la réalisation de services supplémentaires par le maître d'œuvre, notamment la réalisation de dossiers administratifs.

Le montant de la rémunération est revu selon l'une des modalités définies à l'article 7.1 alinéa 2 du CCAP. Les conséquences de ces modifications sur le montant du marché sont limitées à 50 % du montant initial, conformément à l'article R. 2194-3 du code de la commande publique. Si plusieurs modifications successives sont nécessaires, cette limite s'applique au montant de chaque modification.

Article 7.3 – Modifications prévues dans le cadre de clauses de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, la rémunération de l'AMO Programmiste fait l'objet de clauses de réexamen permettant, quel que soit le montant des modifications :

- le passage à la rémunération définitive dans les conditions définies à l'article 8.1. alinéa 2 du CCAP ;

ARTICLE 8 – RÉMUNÉRATION DU TITULAIRE

Article 8.1 – Forfait de rémunération

La rémunération des prestations définies dans le présent marché est forfaitaire, sauf stipulation contraire précisée dans l'acte d'engagement ou les pièces contractuelles. Le forfait de rémunération intègre l'ensemble des prestations prévues au CCTP, y compris les missions d'analyse économique, de modélisation financière et d'évaluation des coûts globaux de l'opération.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG-PI, certaines prestations complémentaires ou spécifiques peuvent être rémunérées sur la base de prix unitaires ou au réel, selon les dispositions prévues au CCAP ou à un avenant.

Le titulaire ne peut percevoir aucune autre rémunération au titre de la mission objet du marché, de la part d'un tiers.

Les montants servant de base à la rémunération sont exprimés en euros hors taxes.

Détermination du forfait

Le montant du forfait est fixé dans l'acte d'engagement.

Ce forfait tient compte :

- du contenu des prestations décrites dans le CCAP et le CCTP ;
- du programme fourni par le maître d'ouvrage ;
- de l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération ;
- des contraintes contextuelles (site, environnement, fonctionnement en site occupé, etc.) ;
- des délais d'exécution fixés pour les prestations et pour leur validation par le maître d'ouvrage ;
- des modalités de coordination avec les autres intervenants ;
- des modalités de phasage éventuel de l'opération ;
- des charges liées à l'assurance, aux moyens techniques et humains nécessaires à la réalisation de la mission.

Le forfait pourra être ajusté dans les cas prévus aux articles **R. 2194-2, R. 2194-5, R. 2194-7 et R. 2194-8** du code de la commande publique et dans les conditions prévues aux articles 7.1 et 7.2 du CCAP.

Clause de réexamen

En cas d'évolution substantielle du contenu de l'opération à l'issue d'une phase d'étude ou d'un changement de programme, la rémunération du titulaire pourra faire l'objet d'un réexamen, selon les conditions prévues à l'article 25 du CCAG-PI.

Article 8.2 – Engagements du titulaire

Engagement sur une estimation financière

Lorsque le marché prévoit que le titulaire remet une **estimation prévisionnelle du coût d'un projet**, celui-ci s'engage sur la fiabilité de cette estimation, dans les conditions suivantes :

- Le **coût prévisionnel d'objectif** (CPO), à programme constant, est défini à la phase phase de pré-programme.
- Une marge de tolérance de cinq pour cent (5 %) est admise entre ce coût prévisionnel et le coût total estimé de l'opération validé par le maître d'ouvrage à l'issue des études.

Formule du seuil de tolérance :

Seuil = CPO HT × 1,05

En cas de dépassement non justifié de ce seuil, le maître d'ouvrage peut exiger du titulaire des ajustements techniques ou fonctionnels, sans surcoût, permettant de revenir dans la marge fixée.

Engagement sur le coût de réalisation cible

Lorsque les prestations comprennent un accompagnement jusqu'à la fin du projet (y compris suivi ou assistance à l'exécution), le titulaire s'engage à maintenir le **coût global d'opération** dans une marge de tolérance de 3 % à partir du coût validé à l'issue des consultations.

Cet engagement ne vaut pas garantie absolue mais **obligation de moyens renforcée** : le titulaire doit démontrer la rigueur de ses hypothèses, la traçabilité de ses ratios de coût et la cohérence interne de ses estimations.

Formule

Seuil = coût global HT validé × 1,03

Si le coût de réalisation dépasse ce seuil de manière imputable au titulaire, une pénalité peut être appliquée selon la formule suivante :

Montant de la pénalité = (Dépassement HT) × [2 × (forfait définitif / coût prévisionnel HT)]

Le montant total de ces pénalités est plafonné à **15 % du forfait relatif aux phases postérieures à la phase projet**, conformément à l'article **R. 2432-4 du code de la commande publique**.

Article 8.3 – Révision de prix

Sauf stipulation contraire dans l'acte d'engagement, le présent marché est **non révisable**, par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG-PI.

Article 8.4 – Pénalités applicables au titulaire

Pénalités en cas de retard de remise des prestations

En cas de retard imputable au titulaire dans la remise des documents (études, rapports, avis), des pénalités sont appliquées selon la formule suivante :

Pénalité = (montant HT de l'élément concerné) × (nombre de jours calendaires de retard) ÷ 3000

Pénalités en cas de retard d'analyse ou de validation de documents

Lorsque le titulaire intervient dans une mission d'assistance à l'analyse (ex. analyse d'offres, décomptes, réclamations), les retards imputables dans la remise des avis ou validations entraînent des pénalités, calculées comme suit :

- Pour les décomptes mensuels : 1/3000 du montant HT de l'acompte concerné par jour de retard.
- Pour les décomptes finaux : 1/30 000 du montant HT du décompte final.
- En cas d'intérêts moratoires dus à l'entreprise, la pénalité applicable au titulaire peut être égale au montant de ces intérêts, dans la limite du taux légal.

Pénalités sur réclamations

Tout mémoire en réclamation d'entreprise reçu par le maître d'ouvrage et transmis au titulaire pour instruction doit être traité dans un délai de 15 jours calendaires. Au-delà de ce délai, une pénalité de **50 € HT par jour de retard** est appliquée.

Autres manquements

En cas de manquements du titulaire à ses obligations de présence et de transmission, les pénalités suivantes s'appliquent :

Nature du manquement	Montant HT de la pénalité
Absence à une réunion obligatoire	100 €
Retard > 30 min à une réunion	30 €
Absence de compte rendu de réunion	50 €
Retard dans la transmission du compte rendu	20 € par jour de retard

ARTICLE 9 – REGLEMENT DES COMPTES

Le règlement des prestations s'effectue selon les modalités prévues aux articles 11 à 12 du CCAG-PI.

Les paiements sont effectués après validation des prestations réalisées, constatées par le représentant du pouvoir adjudicateur, sur la base des éléments transmis par le titulaire, notamment les documents de livrables contractuels.

Les demandes de paiement sont établies conformément aux dispositions de l'article 11 du CCAG-PI. Elles sont adressées à l'acheteur de manière dématérialisée, sur le portail Chorus-Pro.

En cas de retard de paiement, les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement s'appliquent conformément à l'article 14 du CCAG-PI et à l'article L.2192-13 du Code de la commande publique.

ARTICLE 10 – CONNAISSANCES ANTERIEURES / DROITS DE PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément à l'article 35.2 du CCAG-PI, les droits de propriété intellectuelle afférents aux livrables réalisés dans le cadre du présent marché sont cédés à l'acheteur dans les conditions suivantes :

- Cession non exclusive (ou exclusive, selon votre choix), pour une durée illimitée (ou X années),
- Pour un usage limité aux besoins de l'opération objet du présent marché (ou usage plus étendu à préciser),
- Valable sur le territoire national (ou autre).

La rémunération de cette cession est incluse dans le prix du marché.

Le titulaire garantit l'acheteur contre toute revendication de tiers relative aux droits de propriété intellectuelle sur les livrables. En cas de litige, il prendra à sa charge les frais de défense et d'éventuelles condamnations.

ARTICLE 11 – ASSURANCES

Le titulaire doit être couvert, pendant toute la durée du marché, par une assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle, notamment en cas de faute, erreur, omission ou négligence dans l'exécution de ses prestations.

Il fournit, avant tout commencement d'exécution, une attestation d'assurance en cours de validité, précisant les garanties souscrites, leur montant et leur durée.

Toute modification ou résiliation de cette assurance en cours d'exécution devra être signalée sans délai à l'acheteur.

ARTICLE 12 – MODIFICATIONS AFFECTANT LES CONTRACTANTS

Conformément à l'article 3.4.2 du CCAG-PI, toute modification dans la situation juridique, financière ou technique du titulaire, de nature à affecter l'exécution du marché (ex. : fusion, absorption, cession de contrat, changement de sous-traitant), doit être signalée dans les plus brefs délais au pouvoir adjudicateur.

L'acheteur peut demander tout justificatif ou mesure de nature à garantir la bonne exécution des prestations. En cas de modification substantielle non autorisée, il peut résilier le marché dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-PI.

ARTICLE 13 – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Dans le cadre de leurs relations contractuelles, le maître d'ouvrage et l'AMO programmeur respectent la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, dit RGPD et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

ARTICLE 14 – DIFFÉRENDS ET RÉSILIATION

Article 14.1 – Formalisme des réclamations

Toute réclamation du titulaire doit faire l'objet d'un mémoire établi dans les conditions prévues à l'article 43.2 du CCAG-PI. Ce mémoire doit exposer les motifs du différend et, le cas échéant, indiquer le montant des sommes réclamées.

Sauf disposition contraire, ce mémoire est transmis dans un délai maximal de deux mois à compter de la survenance du fait générateur de la réclamation, et au plus tard lors de la remise du décompte final.

Article 14.2 – Règlement amiable des différends

Conformément à l'article 43.1 du CCAG-PI, en cas de différend persistant après la procédure de réclamation, les parties conviennent de rechercher une solution amiable avant toute saisine du juge.

Elles peuvent notamment recourir :

- Au comité consultatif de règlement amiable (CCRA),
- À une procédure de conciliation ou de médiation, y compris via le médiateur des entreprises.

Les parties peuvent également conclure une transaction, dans les conditions prévues à l'article L.2197-5 du code de la commande publique.

Article 14.3 – Manquements aux obligations du marché

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, le pouvoir adjudicateur peut le mettre en demeure de s'y conformer dans un délai qui ne saurait être inférieur à 15 jours calendaires.

À défaut de régularisation dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur peut faire exécuter, aux frais et risques du titulaire, tout ou partie des prestations non réalisées, conformément à l'article 27 du CCAG-PI.

Article 14.4 – Résiliation du marché

Les cas et modalités de résiliation sont ceux prévus aux articles 36 à 42 du CCAG-PI.

Si le pouvoir adjudicateur résilie le marché de manière anticipée pour un motif d'intérêt général, sans faute du titulaire, il lui est versé :

- La rémunération correspondant aux prestations effectuées jusqu'à la date de résiliation,
- Une indemnité forfaitaire égale à 5 % du montant HT des prestations non réalisées à la date de résiliation, sauf dispositions contraires précisées au marché.

Cette indemnité couvre l'ensemble des préjudices subis du fait de la résiliation.

Article 14.5 – Tribunal compétent en cas de litige

En cas de litige persistant après tentative de règlement amiable, le tribunal administratif territorialement compétent est celui dans le ressort duquel se trouve le lieu d'exécution principal du marché, conformément à l'article R. 312-11 du code de justice administrative.

ARTICLE 15 – DÉROGATIONS AU CCAG-PI

Articles du CCAP	Articles du CCAG-PI auxquels il est dérogé	
Article 6.3. alinéa 2	Article 3.8.2	
Article 8.1	Article 11.1	
Article 8.3	Article 10.1.1	

Annexe 1

Missions du mandataire du groupement de prestations intellectuelles, le cas échéant

Dans le cadre du présent marché, le mandataire du groupement de prestataires intellectuels représente l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis du pouvoir adjudicateur. Il coordonne l'exécution des prestations et assure une communication fluide entre les membres du groupement ainsi qu'avec le pouvoir adjudicateur.

À ce titre, le mandataire reçoit mandat des membres du groupement pour accomplir les missions suivantes :

1. Représentation et coordination administrative

- Coordonner l'élaboration des candidatures et les transmettre dans les formes et délais prescrits par les documents de consultation, à partir des éléments remis par chaque cotraitant.
- Remettre l'offre initiale, les éventuelles offres modificatives ou complémentaires, et assurer la coordination de la rédaction de tous documents contractuels, y compris la signature du marché et de ses éventuels avenants, sous réserve d'avoir reçu pouvoir exprès à cet effet.
- Transmettre les demandes d'acceptation et d'agrément des conditions de paiement des sous-traitants présentées par les membres du groupement.

2. Coordination technique des prestations

- Établir, en lien avec les autres membres, le planning général d'exécution des prestations ; en assurer la mise à jour, l'information des membres et le suivi de sa mise en œuvre.
- Veiller au respect des délais d'exécution prévus au marché.
- Organiser les réunions de coordination nécessaires au bon déroulement de la mission.
- Proposer au pouvoir adjudicateur les étapes clés de validation et, le cas échéant, la réception des livrables ou résultats.

3. Interface avec le pouvoir adjudicateur

- Assurer la transmission des documents et livrables dus au titre du marché : pièces graphiques et écrites, demandes d'acomptes, décomptes, projets de livrables validés, etc., dans les formes et délais contractuels.
- Veiller à l'instruction des documents transmis, en assurer le suivi et transmettre aux cotraitants les observations ou décisions du pouvoir adjudicateur.
- Relayer aux membres du groupement les ordres, instructions, comptes rendus, notes, plans ou toutes autres communications émanant du pouvoir adjudicateur.

4. Fonctionnement interne du groupement

- Informer les autres membres de toute communication individuelle qu'il reçoit ou émet pour le compte du groupement.
- Réunir les membres du groupement à son initiative ou à la demande de l'un d'eux, notamment pour :
 - l'examen d'avenants,
 - la répartition de prestations complémentaires,
 - le suivi des retards ou incidents d'exécution,
 - l'élaboration ou le suivi des réclamations,
 - les conséquences d'une éventuelle défaillance d'un membre.
- Le cas échéant, organiser les négociations internes et favoriser le règlement des différends entre membres.

5. Fonctions spécifiques

- Répartir entre les membres les primes, pénalités ou autres ajustements contractuels affectant le groupement, conformément aux stipulations du marché.
- Tenir à jour, s'il y a lieu, le compte des dépenses communes.
- Assurer l'archivage des pièces relatives aux relations contractuelles entre le groupement et le pouvoir adjudicateur.